

« Je me dis que c'est le système qui déconne, et pas moi »

POLITIQUE Le regard de deux parlementaires au terme de leur premier mandat

- Issus du privé, Véronique Waroux (CDH) et Gilles Vanden Burre (Ecolo) achèvent leur premier mandat de parlementaires, respectivement au parlement wallon et à la Chambre.
- Tous deux jettent un regard critique sur ce monde aux règles bien particulières.
- Et si l'Ecolo poursuivra son parcours politique, la CDH, elle, a décidé de jeter l'éponge.

Une lassitude traîne dans sa voix, comme la vapeur laiteuse des avions stréant l'azur. A 50 ans (l'an prochain), Véronique Waroux quittera le parlement wallon et le Sénat, où elle a été propulsée, un dimanche de mai 2014, sur la liste CDH de la Wallonie picarde. Elle n'est pas la seule dans ce cas, à tourner le dos à la politique. Beaucoup partent désabusés, après un passage dans ce microcosme dont ils ne soupçonnaient pas les règles.

« Ma première impression quand je suis entrée en politique, se souvient cette candidate au scrutin communal de 2006 à Péruwelz, c'était l'étonnement. Je m'étais mise à faire mon petit programme. Puis j'ai découvert qu'il y a toujours des penseurs pour ça et que nous devons suivre. » Mais celle qui a été sollicitée pour remplir le quota de femmes

échange, argumente et, finalement, hérite de la 5^e place en raison de son implication.

Postures et jeux de partis

« La politique, c'est un microcosme particulier, observe-t-elle. J'ai 24 ans d'activité professionnelle, dont la moitié dans le privé (NDLR : ingénieur-conseil en environnement) et l'autre en politique. C'est différent sur la vitesse, les procédures, les choix, la lourdeur pour décider, les cadres. A la Région wallonne, on ne se voit pas du tout avancer les choses. »

Candidat issu du privé, Gilles Vanden Burre (Ecolo) achève, lui, son premier mandat de député fédéral. « Ce qui me marque, c'est cette configuration majorité-opposition, où il est difficile de faire passer une proposition, un amendement, même quand on avance des arguments de fond, déplore la quadragénaire. Il y a des postures et des jeux de partis qui interviennent, alors qu'en en-

treprise, il est possible de mener des projets avec des gens avec lesquels on n'est pas forcément d'accord sur d'autres sujets. »

Majorité-opposition, un jeu qui perturbe également les repères de la Haïnyère : successivement en majorité avec le PS puis avec le MR, elle refuse à certains moments de respecter la discipline de groupe car cela lui imposerait de torturer le cou à ses opinions. « Je peux comprendre la discipline de groupe, concède-t-elle. Il y a besoin d'une ligne de conduite. Mais en même temps, cela ne pose un problème. Je ne suis souvent retrouvée avec un vote contraire à celui de la majorité. Car quand je pose des questions et que je n'obtiens pas de réponse satisfaisante, je me modifie pas mon vote. Et quand je vois les élus des autres partis venir me féliciter de voter différemment et que j'aperçois de l'envie dans leur regard, je me dis que c'est le système qui déconne et pas moi. »

La lumière des médias

Une liberté de ton, une indépendance qui n'est pas sans conséquence. « On subit des pressions, on peut être relégué au rang de tapissier, poursuit-elle. On ne vous met pas à la tribune, on ne vous laisse pas poser de questions d'actualité. Maintenant, j'ai aussi ma part de responsabi-

lité : il ne faut pas tout attendre du parti. » Avec parfois des engeuclades et des mots durs à la clé.

« C'est un milieu qui est dur mais ni plus ni moins que celui de l'entreprise, compare l'écologiste bruxellois. Entre le sentimental et le professionnel, il faut faire la part des choses. Ce qui me surprend, par contre, ce sont les excès d'arguments et les débats particulièrement vifs, dès lors qu'il y a une couverture médiatique importante. Quand certains voient arriver les caméras, ils commencent à monter dans les tours. »

La lumière des médias exacerbe d'ailleurs la rivalité entre parlementaires, jusqu'au sein même des partis. « Certains n'hésitent pas à s'attribuer dans les médias un dossier sur lequel vous travaillez depuis des mois », déplore Véronique Waroux, pour qui « les premiers concurrents sont en interne de votre parti ». Une rivalité qui ne surprend guère son homologue d'Ecolo : « La rivalité est présente, comme dans tous les secteurs, dès lors que l'on veut montrer que son travail est pertinent. »

« Dans le privé, votre bulletin, ce sont vos résultats, nuance sa consœur wallonne. En politique, cela ne marche pas comme ça. Il y a plein d'autres choses qui peuvent venir perturber la perception que les gens ont de vous. » Un travail souvent difficile à valoriser.

« J'ai travaillé au Sénat sur un rapport concernant les perturbateurs endocriniens, se souvient la Péruwelzienne. Aucun média ne s'y est intéressé. Par contre, quand je dis que je quitte la politique... »

« On est habité par ça »

Et le retour des citoyens vers les politiques, via les réseaux sociaux, est souvent négatif, regrette-t-elle, tout en reconnaissant que les initiatives citoyennes comme les pétitions sont souvent « démolies ». « On est pourtant loin des horreurs que l'on peut lire sur la politique, insiste Gilles Vanden Burre. La plupart des hommes et des femmes politiques sont dévoués, honnêtes et ont envie de faire avancer les choses. »

Et ils en paient parfois le prix cher. Ainsi Véronique Waroux s'approprie à entamer une nouvelle carrière, aux portes de la cinquantaine. « J'ai bossé une partie de ma vie privée et il me faut gagner ma vie, explique-t-elle. Et j'ai perdu ma spécialisation. J'ai acquis une expérience particulière qui pourrait être utile dans le privé mais je suis devenue une généraliste. »

Elle quitte le milieu le cœur chargé de regrets. « On a dans les mains un potentiel pour faire bouger les choses mais je ne suis pas satisfaite de l'impression que j'ai pu imprimer, confie-t-elle. Aujourd'hui, je suis désenchantée mais je reste attachée à la politique. Car on est habité par ça. » ■

PASCAL LORENT

l'expert « Ce qui distingue la politique, c'est l'exercice du pouvoir »

ENTRETIEN

Spécialiste des nouvelles formes de participations citoyennes, Min Reuchamps s'est également penché sur les rapports entre citoyens et politiques. Le politologue de l'UCL, nuance les critiques à propos des pratiques du champ politique.

Y a-t-il des règles propres au champ politique ?

Oui. Dans le champ politique, tout comme dans tous les autres champs, il existe des règles propres pas forcément formalisées, des us et coutumes. Peut-être que dans le champ politique, il faut distinguer les règles institutionnelles, propres à un parlement, et celles intérieures à un parti politique. Le champ politique est varié. Au sein d'un champ, il peut y avoir

des règles différentes. C'est vrai aussi dans le privé : dans le secteur pharmaceutique, ce n'est pas la même chose que dans celui de la consultance.

La différence réside-t-elle dans

les objectifs que l'on s'assigne dans le privé (efficacité, rentabilité) et ceux de la politique (arriver à ses fins) ?

Dans les deux cas, la fin ne justifie pas toujours les moyens. Il y a des valeurs à défendre. Ce qui distingue la politique des autres secteurs, c'est l'exercice du pouvoir. Avec lui, il y a des règles qu'on ne retrouve pas ailleurs. Cela va impliquer de nouer des alliances pour former une coalition. De là va découler la discipline de groupe et d'autres règles propres au champ politique. Le parti vise l'exercice du pouvoir. Il va donc se donner des règles pour y arriver et s'y maintenir. On va donc voir apparaître des logiques collectives qui vont parfois aller à l'encontre des stratégies et des ambitions individuelles.

Est-ce cela qui, parfois, peut choquer les nouveaux venus ?
Parfois, car on peut également se dire que le monde politique est propice au combat de valeurs et pas aux compromis.

Cela peut donc surprendre car on valorise en général le combat d'idées et ensuite, il faut

aboutir à un compromis. Mais à partir du moment où il y a une distorsion entre les valeurs et les objectifs pragmatiques, certains peuvent tomber de haut.

Ceux qui quittent la politique vont jusqu'à évoquer des pressions, voire des menaces...

C'est propre à l'être humain, pas à la politique. Si les hommes n'étaient pas jaloux de leurs semblables, avec des valeurs et des intérêts différents, nous n'aurions pas besoin de tout l'appareillage juridique qui entoure la société.

Ce qui est un peu différent dans le champ politique, c'est que cela repose sur l'assentiment d'autres personnes. Il faut convaincre les autres de vous suivre. Le jeu est dès lors plus

ouvert, ce qui explique parfois des rapports de forces. Mais ces logiques collectives sont nécessaires pour faire passer sa vision de la société. Et j'ajoute que les enjeux et donc les tensions sont parfois beaucoup plus importants au niveau local car il s'agit souvent de stratégie de personnes.

Est-ce naïf de la part des nouveaux venus ou des déçus de s'en indigner ?

C'est le propre des êtres humains de s'indigner. Certains auteurs ont parlé d'une loi d'airain de l'oligarchie qui se maintient au pouvoir par la cooptation. Ce conservatisme ambiant fait partie du champ politique et fait face à la volonté de changement. C'est là que se situe le rapport de forces.

Est-ce un étonnement récent par rapport à ces pratiques ?

Non, on trouve trace de ce rapport de forces depuis toujours. Il est d'autant plus fort à partir du moment où les acteurs ont des intérêts divergents. Ainsi il est plus prononcé dans des assemblées où siègent différents groupes de la société que dans les premiers parlements élus où ne siègeaient que les représentants de la bourgeoisie. C'est donc propre à l'ouverture démocratique du régime : au plus il y a une diversité d'intérêts, au plus il y aura des tensions. Il ne faut pas tirer la conclusion que la politique va mal pour autant. C'est parce que les intérêts sont divergents que l'on a besoin d'un cadre. ■

Propos recueillis par P.L.T.